

## **GE\_GERICHTE ATAS/437/2008 vom 14. September 2006**

GE Cour de justice, 2006-09-14, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATAS\\_437\\_2008](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_437_2008)

FR: GE\_GERICHTE ATAS/437/2008 du 14 septembre 2006

IT: GE\_GERICHTE ATAS/437/2008 del 14 settembre 2006

### **Erwägungen**

#### **E. 8**

Sur ce, la cause a été gardée à juger.

EN DROIT 1. L'art. 25a de la loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité du 17 décembre 1993 (LFLP), entré en vigueur le 1er janvier 2000, règle la procédure en cas de divorce. Lorsque les conjoints ne sont pas d'accord sur la prestation de sortie à partager (art. 122 et 123 Code Civil - CC), le juge du lieu du divorce compétent au sens de l'art. 73 al. 1 de la loi fédérale sur la

A/2754/2007 4/5 prévoyance professionnelle du 25 juin 1982 (LPP), soit à Genève le Tribunal cantonal des assurances sociales depuis le 1er août 2003, doit, après que l'affaire lui a été transmise (art. 142 CC), exécuter d'office le partage sur la base de la clé de répartition déterminée par le juge du divorce. 2. Selon l'art. 22 LFLP (nouvelle teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2000), en cas de divorce, les prestations de sortie acquises durant le mariage sont partagées conformément aux art. 122, 123, 141 et 142 CC; les art. 3 à 5 LFLP s'appliquent par analogie au montant à transférer (al. 1). Pour chaque conjoint, la prestation de sortie à partager correspond à la différence entre la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment du divorce, et la prestation de sortie, augmentée des avoirs de libre passage existant éventuellement au moment de la conclusion du mariage (cf. art. 24 LFLP). Pour ce calcul, on ajoute à la prestation de sortie et à l'avoir de libre passage existant au moment de la conclusion du mariage les intérêts dus au moment du divorce (ATF 128 V 230; ATF 129 V 444). 3. En l'espèce, le juge de première instance a ordonné le partage par moitié des prestations de sortie acquises durant le mariage par les demandeurs. Les dates pertinentes sont, d'une part, celle du mariage, le 4 mars 1994, d'autre part le 20 octobre 2006, date à laquelle le jugement de divorce est devenu exécutoire. 4. Selon les documents produits, la prestation totale acquise par le demandeur est de 834'253 fr. 25 (658'328 fr. 75 + 175'924 fr. 50) et celle acquise avant le mariage est de 246'875 fr. 90 (190'442 fr. + 56'433 fr. 90), aussi a-t-il accumulé pendant le mariage 587'377 fr. 35 (834'253 fr. 25 - 246'875 fr. 90). Celle acquise par la demanderesse est de 66'711 fr. 75, étant précisé que le montant de 83'514 fr. 90 représentant des avoirs accumulés avant le mariage, intérêts au 20 octobre 2006 compris. Les intérêts ont déjà été calculés par les institutions de prévoyance défenderesses. Ainsi le demandeur doit à son ex-épouse le montant de 293'688 fr. 70 (587'377 fr. 35 : 2) et celle-ci doit à celui-là le montant de 33'355 fr. 90 (66'711 fr. 75 : 2), de sorte que c'est le demandeur qui doit à son ex-épouse le montant de 260'332 fr. 80 (293'688 fr. 70 - 33'355 fr. 90). 5. Conformément à la jurisprudence, depuis le jour déterminant pour le partage jusqu'au moment du transfert de la prestation de sortie ou de la demeure, le conjoint divorcé bénéficiaire de cette prestation a droit à des intérêts compensatoires sur le montant de celle-ci. Ces intérêts sont calculés au taux minimum légal selon l'art. 12 de l'ordonnance sur

la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 18 avril 1984 (OPP 2) ou selon le taux réglementaire, si celui-ci est supérieur (ATF 129 V 255 consid. 3). 6. Aucun émolument ne sera perçu, la procédure étant gratuite (art. 73 al. 2 LPP et 89H al. 1 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985).

*A/2754/2007 5/5*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.